

wunnen

luxembourg



WUNNEN N°30 - SEPTEMBRE/OCTOBRE 2012 - WWW.WUNNEN-MAG.LU - PRIX : 5 €

Biennale d'architecture * Lasavage * Cheminées

Tendance 2012 || Bina Baitel, Designer || Tables || Extensions d'habitations || Claude Schmitz, architecte



L'histoire de la résidence de L'AMBASSADEUR DU ROYAUME-UNI

(VERSION INTÉGRALE)

Une entrée « pacifique » en ville

Quiconque entre en ville haute par le Viaduc aperçoit à sa gauche la belle demeure que représente de nos jours l'Ambassade de la Grande-Bretagne. A l'époque de sa construction, elle devait marquer grâce à son « architecture régulière » une « entrée pacifique » en ville, en opposition à l'ancienne forteresse alors en voie de disparition. De nos jours, la résidence de l'ambassadeur britannique représente un univers discret réservé au monde diplomatique et d'affaires, ainsi qu'aux citoyens du Royaume Uni. Les grandes baies du rez-de-chaussée donnant sur le boulevard Roosevelt laissent présumer une fonction initiale différente à celle que l'on connaît de nos jours à cette magnifique maison de maître avec vues panoramiques sur la vallée de la Pétrusse et le Viaduc et orientée plein soleil.

Une plongée dans l'histoire nous permet de découvrir que l'immeuble fut habité de personnages célèbres dans l'histoire de la ville et du pays.

Cabinet du notaire Edmond Reiffers

Depuis juillet 1955, seulement, l'Etat du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord est propriétaire de l'ancien cabinet et demeure du notaire Edmond Reiffers (1882-1949). L'immeuble sis au N° 16, Bd Roosevelt fut vendu en juillet de cette année par les consorts Reiffers. Docteur en droit et notaire, Edmond Reiffers avait ouvert son premier cabinet en 1907 à Useldange où il restait établi jusqu'en 1922. Après la mort du Ministre d'Etat Paul Eyschen, et à une époque de grande incertitude politique, Edmond Reiffers accepta du 6 novembre 1915 au 22 janvier 1916, le poste de directeur général des finances et de l'instruction

publique dans le Gouvernement de droite de Hubert Loutsch. En février 1920, Edmond Reiffers cofonda et présida « La Fortune », société coopérative d'épargne de la fédération de la jeunesse catholique. La même année, il créa ensemble avec Hubert Loutsch, la S.A. d'assurances et de placement « la Luxembourgeoise », soit la première compagnie de ce genre au Luxembourg. Toujours en 1920, nous le retrouvons encore comme membre de la Commission cantonale, pour la constatation et l'évaluation des dommages causés des faits de la guerre et de l'occupation du Grand-Duché. En 1922, il établit son cabinet notarial à Differdange, où il resta jusqu'à la reprise de celui-ci par Maître Henri Schreiber, le 16 octobre 1929. Déjà le 29 mai de cette année, il avait acquis sa nouvelle propriété au futur Bd Roosevelt, anciennement Bd du Viaduc, des mains des consorts Servais. Le 1^{er} novembre, Reiffers vendit sa propriété à Differdange pour 3,5 millions de francs au collègue échevinal de cette ville qui envisagea d'y installer un hôpital. Le 14 janvier 1930, le cabinet Reiffers ouvrit à sa nouvelle enseigne. Reiffers s'était porté actionnaire de la Société luxembourgeoise d'études radiophoniques, qui le 30 mai 1931 se mua en Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion, et dont il devint l'un des administrateurs. Avec Bernard Delvaux, docteur en droit, il fut l'auteur du manuel « Les sociétés Holding au Grand-Duché de Luxembourg », étude théorique et pratique de la loi du 31 juillet 1929 », ouvrage qui en 1933 connut déjà sa 3^e édition ! Cette loi restera en vigueur jusqu'en décembre 2006. Edmond Reiffers fut non seulement un homme d'affaires, mais aussi un homme de culture. Sa collection d'art comportant, outre du mobilier ancien, des objets archéologiques, et dans sa plus grande partie, des peintures italiennes du XII^e au XVI^e siècle ainsi que quelques représentants des Ecoles du Nord, a été vendue, d'après l'historienne Marie-Paule Jungblut,



François Majerus (1819-1887)

librement et au prix du marché, au cours de l'occupation, au « Landesmuseum » (aujourd'hui Musée National d'Histoire et d'Art). En 1946, l'Etat luxembourgeois réussit à rapatrier d'Allemagne plusieurs œuvres d'art de sa collection. Veuf de Margot Juttel, Edmond Reiffers est décédé le 30 janvier 1949 et a été enterré à Useldange.

Demeure de François Majerus

La vente de l'immeuble en mai 1929 par les consorts Servais au notaire Reiffers émanait de la succession de Laure-Emilie Majerus, veuve de Maurice Jules Lamort, décédée le 21 novembre 1928. Maurice Lamort né le 21 janvier 1857 fut ingénieur civil issu de l'Ecole Centrale de Paris. Il était né à Senningen et descendait directement de la famille des fabricants de papier Lamort exploitant des manufactureries à Senningen et à Manternach jusqu'en 1882. Maurice Lamort passa sa vie en grande partie à



Porte Henri, 1868

Gastuche, près de Wavre (Grez-Doiceau), où il assumait les fonctions de Vice-Président des Papeteries de Gastuche et de président du groupement belge des fabricants de papier. Son épouse Laure-Emilie, prise en noces en 1879, était la fille de François Majerus. La propriété bd Roosevelt échet aux descendants de l'ingénieur et député Emile Servais-Majerus (1847-1928) qui avait épousé Louise, la sœur de Laure-Emilie.

François Majerus (1819-1887) était le fils du notaire Nicolas Majerus et le frère du notaire Léon Majerus qui s'était fait construire également son hôtel au bd du Viaduc (Ambassade de France). Ingénieur des mines de l'Université de Liège, François Majerus avait dirigé pendant 4 ans une mine de plomb et d'argent au Mexique. De retour à Luxembourg, il édita la « Carte de la formation jurassique du Grand-Duché » (1854). Il se fit remarquer également par son « Rapport sur les chemins de fer du Grand-Duché » (1855) qui allait ouvrir la voie à l'industrialisation du Luxembourg. Complété par son étude « Chemin de fer de ceinture du Grand-Duché », Majerus, qui de 1856 à 1860 dirigeait l'usine de Burbach, était

visionnaire du développement économique du Grand-Duché. Ses analyses et études furent à la base des discussions menées sur la construction du réseau des chemins de fer. Avec comme associé Alfred Schoeller, il fonda en 1863 « la fonderie et l'atelier mécanique » installé à côté de l'usine de Colmar. En janvier 1869, ces deux hommes se portèrent acquéreurs de la parcelle aujourd'hui occupée par l'ambassade du Royaume-Uni. Le Ministre d'Etat Emmanuel Servais recourut régulièrement au bon conseil de François Majerus pour toute question touchant au développement du réseau ferroviaire, respectivement comme associé de la Société Servais, Majerus & Cie. François Majerus fut encore administrateur des chemins de fer Prince Henri.

Il habita jusqu'à sa mort, sa maison de maître, de nos jours ambassade du Royaume-Uni. Côté boulevard, il avait aménagé une partie du rez-de-chaussée en salle d'exposition et de vente du matériel de ses ateliers de Colmar. Sa fille Laure-Emilie et son mari Maurice Jules Lamort quitteront leur domicile à la Place d'Armes pour s'installer dès le décès de Louise Gebhardt (1894), épouse de

François Majerus, dans la belle demeure au Bd du Viaduc.

L'entrée principale de la ville ouverte

Le traité de Londres du 11 mai 1867 avait déclaré la neutralité politique du Grand-Duché, exigé le départ de la garnison prussienne, et le démantèlement des ouvrages militaires. Une commission fut nommée pour dresser un plan de développement urbain. Les ingénieurs-paysagistes étrangers, Louis Fuchs, puis Edouard André, furent consultés pour doter la ville d'un aménagement radio-concentrique. L'accès par le Viaduc signifiait l'entrée en ville.

Le terrain d'une contenance de 13,6 a tel que nous le connaissons, fut fixé en 1878, soit dix ans après l'adoption de la loi du 21 mai 1868 sur l'aliénation des anciens domaines militaires, qui avait autorisé le Gouvernement à lotir le bastion Louis en 4 parcelles. La superficie initiale pour cette parcelle était de 19,98 a. La subdivision des lots face à une demande plus élevée qu'admise au départ fut courante. Ce geste permit aussi de vendre la partie du terrain dégagée, prête à la construction, et de retenir l'autre partie aussi longtemps que les travaux de démantèlement l'exigeaient.

La vente publique des terrains du bastion à l'exception de celui que vont occuper François Majerus et Alfred Schoeller, avait eu lieu le 11 juillet 1868, soit 5 ans avant l'adoption du plan définitif de l'agrandissement de la ville. Les parcelles vendues en 1868 et réservées à la construction de logements étaient bâties en 1872. Un cahier des charges spécifique imposait aux acquéreurs le rasement des parapets, l'élargissement des trottoirs et l'entretien du mur du bastion. Seuls des initiés proches du pouvoir étaient intéressés aux lots du bastion Louis : Jean-François Eydt, architecte au service de la ville de Luxembourg, Charles Luja, entrepreneur en charge de l'aménagement des futurs bd Roosevelt et Royal, et Henri Joseph Sivering, ingénieurs des Travaux

Publics. Tout comme François Majerus, ils connaissaient l'avenir de ces friches et leur valeur future comme « entrée principale de la ville » à doter « d'un aspect plus pacifique à la fois plus joli ». Les travaux de voirie, ceux concernant l'aménagement du bastion du St Esprit et le raccordement à la promenade montant de la vallée de la Pétrusse, s'étiraient bien au-delà de 1876. Le terrain de Majerus attenait directement à la Porte Henri et au mur de courtine qui reliait le bastion du St Esprit au bastion Louis. Des travaux de remblai devaient encore être effectués. Toujours à l'état de projet en 1875, François Majerus ne put élever sa demeure qu'à la fin de tous ces travaux.

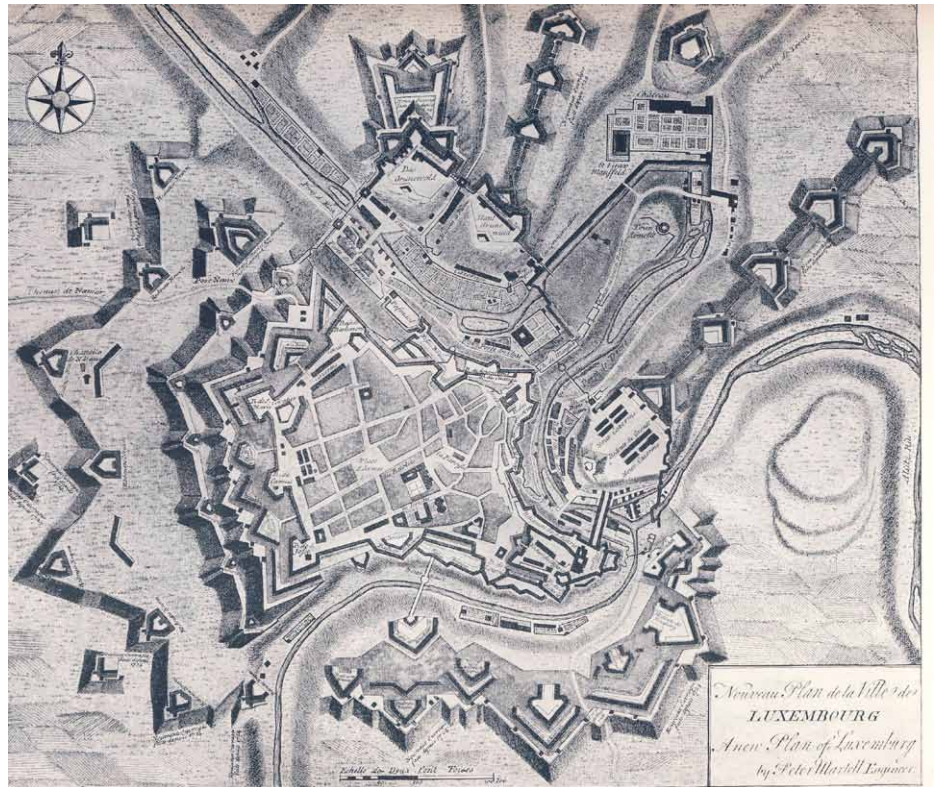
Nouvel accès à la forteresse

La liaison de la capitale au chemin de fer, en 1859, entraîna la construction du viaduc et de la Porte Henri. Cette intervention du temps de la forteresse ne fut pas sans conséquences urbanistiques. Désormais, la ville haute disposait de deux entrées, la Porte Neuve et la Porte Henri. Les flux de passage se réorganisaient, et le viaduc signait le glas pour le Grund par lequel on ne devait plus transiter. La pression démographique devint importante, et la libération de l'emplacement de la poudrière Marie-Thérèse (Hotel Cravat) permit de construire en 1864 à son emplacement tout un îlot de commerces, hôtels et logements, un « quartier de la gare » avant la lettre, car le rayon militaire interdit toute construction fixe entre la gare et la ville.

A l'écart de la ville médiévale

L'emplacement de la résidence de l'Ambassadeur du Royaume Uni occupe la partie sud du bastion Louis.

La prise de la forteresse de Luxembourg par Louis XIV en 1684 entraînait une transformation profonde et l'extension des ouvrages militaires sous la direction



Martell, Peter, Nouveau plan de la ville de Luxembourg vers 1745 in Van der Vekene, Emile, Les plans de la ville et forteresse de Luxembourg, Luxembourg 1976.

de Sébastien le Prestre de Vauban. Le couvent des Clarisses au Saint Esprit dut céder sa place à l'aménagement d'une citadelle importante comprenant des casernes et un magasin de poudres. Le bastion Piémont situé en ligne parallèle à l'actuel bastion Louis et les remparts médiévaux furent démolis au cours des transformations réalisées entre 1685 et 1687. Le nouveau bastion Louis, appelé ainsi en honneur du Roi Soleil et construit en avancement sur la vallée, permit de repérer plus rapidement l'ennemi s'approchant de la forteresse. Le régime autrichien du XVIIIe siècle n'apporta plus guère de changements à l'aménagement de ce bastion, alors que le génie militaire prussien (1815-1867) fit démanteler partiellement les ouvrages de la citadelle de Vauban (1829) et combler les fossés.

Avant la construction du bastion Piémont entre 1638 et 1644, l'adaptation de la forteresse à l'artillerie avait exigé en 1548 l'aménagement en cette partie de la ville

de trois cavaliers, la protection du mur de défense et l'approfondissement du fossé. En 1543 déjà les maisons construites dans ces environs durent être rasées pour des raisons militaires. Un abaissement du rocher avait eu lieu en 1474. Il représentait la poursuite d'importants travaux de renforcement des remparts entrepris entre 1445 et 1454. Les textes les plus anciens attestant des travaux de fortification dans ce coin éloigné de la ville médiévale remontent à 1390 et 1414.

.....
Dr Robert L. Philippart